



ÉCONOMIE:
questions
critiques

Rubrique
Salon de
passage

VERSION F
24 germinal 229
13 avril 2021

Questions & réponses 1 Sur le Revenu Universel de Base

Si vous souhaitez répondre à la question posée ou faire part d'une autre question, veuillez adresser votre courriel à econocrite@ecoqc.site en présentant votre texte dans le courriel lui-même: par mesure de prudence, nous n'ouvrons aucune pièce jointe. Pour la même raison, nous ne cliquons sur aucun lien: donnez-nous les caractéristiques suffisantes pour nous permettre de trouver par un moteur de recherche ce que vous voulez nous signaler. Au plaisir de vous lire...

[1] Paul FIGUIER – 17 août 2020

Le RUB (Revenu Universel de Base) est à l'origine une vision utopique du xvi^e siècle reprise au xix^e par un « anarcho-rigide » depuis longtemps relégué dans la fourrière de l'Histoire (malgré quelques idées intéressantes). Cette idée a été reprise dans des rêves libertariens hors « sol social » (comme un RUB financé par le droit pour chaque individu de créer de la monnaie [quand un milliard de « cryptos » différentes sera créé, je lancerai peut-être la mienne!]), ce qui m'a rendu perplexe. Son application nécessitant un changement radical des cadres fiscaux nationaux, les annonces d'expérimentations locales en Finlande, aux Pays-Bas etc. m'ont rendu plus perplexe encore. Son dévoiement en Grande-Bretagne m'a rendu suspicieux. Sa reprise, sous des formes diverses mais selon moi toutes démagogiques, dans les programmes de presque tous les candidats à la dernière présidentielle française m'a rendu très suspicieux.

Aucun des nombreux textes favorables au RUB que j'ai lus ne soulève sérieusement la question de la conséquence pour le niveau des salaires et surtout des conséquences de cette conséquence, alors j'hallucine: puisque tout un chacun (avec ou sans emploi, « smicard(e) » ou cadre ou... actionnaire!) touchera de toute façon le RUB (mettons à hauteur d'un « sous-SMIC »), les employeurs diminueront à peu près d'autant tous les salaires [donc pour les « smicard(e)s » une déculottée « effet-salaires »!]. {{Correction du 4 avril 2021: Dès lors, une part importante des revenus du travail ne proviendront plus des employeurs, mais des contribuables (!?). Je suppose que l'existence d'un RUB bloquera toute augmentation du SMIC, entraînant donc une diminution réelle plus ou moins lente par l'inflation.}} (Je laisse de côté les rêveries de ceux qui veulent croire que l'État pourrait créer sans cesse « des p'tits sous, des p'tits sous, toujours des p'tits sous... » sans conséquences néfastes.)

Dans son article « Pour en finir avec le revenu universel » ([ici](#)), Louis MAURIN note bien: « Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'une fois que chacun sera doté de son revenu universel [], les entreprises pourront offrir des salaires encore plus faibles », mais il n'en tire pas toutes les conséquences. La première serait que les mieux payés l'étant aussi moins, son argument principal: « ...s'il est universel, c'est un revenu pour les riches », devient pour eux caduque; il ne concernerait donc encore que les professions libérales et les nantis qui devront payer beaucoup plus d'impôts pour pouvoir financer ce système qui est en théorie plus redistributif. Donc, cet argument martelé par L. MAURIN et repris par Y. FAUCOUP ([ici](#)) est tout à fait inopérant.

La proposition de RMU (Revenu Minimum Unique) par Noam LEANDRI et Louis MAURIN ([ici](#)), déjà très minimale, ne prend pas en compte la raison la plus importante pour la promotion du RUB : l'arrivée probable d'une robotisation beaucoup plus destructrice d'emplois que jusqu'à maintenant, qui nécessiterait une réforme plus importante que la simple rationalisation administrative des minima sociaux actuels. Ajoutons à cela une éventuelle moindre fabrication de produits non essentiels pour des raisons environnementales et donc encore plus de chômage...

Le site du Mouvement Français pour un Revenu de Base ([ici](#), consulté le 10 juin 2020), dont la proposition est encore plus minimale que celle du RMU évoqué ci-dessus, signale le risque d'une montée catastrophique du chômage, mais n'en tire pas vraiment les conséquences évidentes sur la question de la baisse éventuelle des salaires. Le passage sur l'intégration des aides au logement dans le RUB est bancal, les considérations sur les systèmes financiers dépendent d'accords internationaux totalement hors de portée et, sans solutions correctes de ses deux derniers aspects, une mise en application de cette proposition conduirait à une catastrophe à la Britannique...

Par ailleurs, l'idée que les pertes d'emploi dues à la montée en puissance de l'automatisation pourraient être compensées par une poursuite de la réduction du temps de travail (voir les arguments de J.-M. HARRIBEY et M. HUSSON par exemple) paraît sujette à caution : une telle réduction est encore possible dans certains emplois (et souhaitable pour les travaux pénibles), mais beaucoup de métiers ne peuvent s'exercer de façon responsable et/ou créative sans un nombre d'heures incompressible.

QUESTION Qui pourrait m'indiquer au moins un texte sérieux en faveur d'un RUB redistributif qui prend vraiment en compte toutes les conséquences et est immun aux rêveries de la disparition de la loi de l'offre et de la demande ou de la création de monnaie sans création de valeur etc. etc.?

[2] Raoul POIRIER – 18 août 2020

Un site d'information (?) scientifique et technique a annoncé en novembre 2016 : « The U.N. says a Universal Basic Income will be necessary as a stop-gap for the [75% of humans](#) left without work » ([ici](#)), suite à un rapport de l'UNCTAD ([ici](#)) et un autre de la Banque Mondiale ([ici](#)) sur les conséquences de la robotisation en marche. Mais aucun de ces deux rapports n'évoque le RUB.

Il semble y avoir eu une confusion entre deux articles d'un autre site d'information (?) sur : « UN report: Robots Will Replace Two-Thirds of All Workers in the Developing World » ([ici](#)) du 11 novembre 2016 et « OBAMA : In the Age of Autonomy, Universal Basic Income Will Enter Our Debates » ([ici](#)) du 13 octobre 2016.

La fonction Recherche du site un.org donne accès à des compte-rendu de débats sur une éventuelle introduction d'un RUB dans certains pays en voie de développement, mais pas à un appel de l'ONU qui pourrait fonder l'information (?) citée ci-dessus.

En juillet 2020, Antonio GUTERRES, secrétaire général des Nations Unies, aurait évoqué « la possibilité d'un revenu universel de base » ([ici](#)) qui serait sans doute un revenu minimum mais pas un RUB au sens strict.

QUESTION L'ONU a-t-elle effectivement pris position en faveur du RUB ou bien l'information en question n'est-elle que confusion ou pi(t)eux mensonge?

[3] Pascal ÉGLANTIER [blogueur blagueux bête et piquant] – 22 décembre 2020

Le 16 décembre dernier, *Le Monde* a publié de François PERRET, (co-)gourou de l'Institut ANAXAGORE [excusez du peu!] et nommé par le gouvernement (co-)ambassadeur à l'intéressement et à la participation [on dirait un de ces titres distribués par les roitelets mégalos!], une tribune inti-

tulée « Le risque d'écroulement du revenu des ménages les plus fragiles comme de ceux de la classe moyenne est élevé en 2021 » ([ici](#)).

Après avoir décrit le risque en question (bien réel), le texte indique les mérites de la réduction des inégalités (qu'il préconise), ajoutant :

« Elle augmente aussi les chances de financer notre avenir. Des classes moyennes endettées et vivant dans la précarité, ce n'est pas seulement un drame humain et une injustice sociale, c'est aussi un obstacle au financement des priorités de notre pays, au rang desquelles figure la transition énergétique.

Par conséquent, il faut se réjouir de l'annonce récente faite par le gouvernement d'un revenu garanti de 900 euros par mois pour plusieurs centaines de milliers de travailleurs précaires (saisonniers, intermittents de l'événementiel, etc.) jusqu'en février 2021.

Mais cette initiative doit être regardée comme une toute première marche. La priorité sociale doit être d'ouvrir clairement le débat, sans doute mal posé en 2017, autour du revenu universel, qu'on l'appelle ainsi ou « socle citoyen »... » (soulignements miens).

C'est sûr qu'avec 900 euros par mois, les travailleurs précaires vont pouvoir activement contribuer aux milliards du « financement des priorités de notre pays » ! C'est sûr aussi qu'avec une prolongation au delà de février 2021 d'une garantie d'un même niveau attribuée à un plus grand nombre de « bénéficiaires », une base très large serait créée pour ce même financement...

Dans la suite du texte, on trouve :

« En attendant, la loi de finance pour 2021, actuellement en discussion au Parlement, devra plus que jamais protéger ceux qui pourraient perdre leur emploi prochainement ou subir des baisses de revenus. »

Or, que ce soit pour l'ouverture du débat autour du revenu universel ou pour la protection des revenus par la loi de finances, ce texte brille par l'absence totale de propositions concrètes : pure incantation et danse rhétorique rituelle. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce commentaire d'un lecteur à propos du premier thème :

« Mwouais... 16/12/2020 - 21h18

Je ne sais pas pourquoi mais cette idée séduisante pue !

Et elle prospère de manière inversement proportionnelle à la déliquescence des services publics...

En résumé, l'état ne peut plus financer correctement certains services publics à commencer par l'éducation donc on va nous proposer un RU pour les remplacer, pour solde de tout compte et débrouillez vous...

Ca sent mauvais ! Très mauvais ! »

Une telle réaction simplifie certes par trop les choses. Mais la fondation en janvier 2018 de l'Institut ANAXAGORE par François PERRET et Thibault LANXADE, tous deux anciens cadres du MEDEF, était liée à « l'espoir que font naître les réformes engagées depuis l'an dernier (Ordonnances Travail, projet de loi Confiance, loi PACTE, etc.) » (voir [ici](#)). Donc, que François PERRET se réjouisse de l'allocation de 900 euros par mois pendant trois mois à quelques catégories de travailleurs précaires comme d'une « première marche » vers une réduction des inégalités qui permettrait le « financement des priorités de notre pays », est-ce un propos d'économiste ou une perle de courtisan ?

[ANAXAGORE avait été un temps le conseiller principal de PÉRICLÈS : MM. LANXADE et PERRET enviaient-ils cette place auprès de JUPITER ? Dans ce cas, erreur de casting : ils ne sont pas des ANAXAGORES et JUPITER n'est pas un PÉRICLÈS ; alors, ils périssent dans les PME en yakafaukons de la rhétorique obsolète du « gaullisme social »...]

PS LANXADE Jr est très versé dans le digital, mais il y paraît peu à la conception du site internet de l'Institut ANAXAGORE – l'intendance digitale ne suit guère, mon Fils d'amiral! François PERRET quant à lui est présenté par *Le Monde* comme économiste; or, le site internet du même institut (dont il est co-directeur, rappelons-le) publie au moins une analyse économique (non datée, la date de mise en ligne, indiquée dans l'URL : [ici](#), ne correspondant pas au contenu du texte qui est clairement écrit entre juillet et novembre 2018), analyse très impressionniste qui présage une « remontée rapide et forte des taux d'intérêt, ce que les nouvelles orientations de la BCE laissent présager au plus tard pour 2019 » – ce qui n'a pas eu lieu, bien au contraire. [donc: ANAXAGORE ou perlimpinpin?]

[4] Paul FIGUIER – 4 avril 2021

Le Monde d'hier a publié une proposition de Dominique MÉDA de « sortir par le haut des débats qui entourent l'idée de revenu universel » ([ici](#)) sur la base de la proposition de revenu minimum unique de Louis MAURIN et Noam LEANDRI « qui permettrait de sortir l'ensemble de la population française de la pauvreté », en utilisant les propositions fiscales de Pierre-Alain MUET.

Rappelons d'abord ce que MAURIN et LEANDRI notent justement :

« Notre RMU n'a rien d'une solution miracle. Il permet de supprimer la pauvreté au seuil à 50% mais reste nettement inférieur au seuil de pauvreté à 60% du niveau de vie médian (environ 1 000 euros par mois pour une personne) : il faudrait pour cela ajouter 150 euros par mois de plus à notre RMU, ce qui reviendrait environ à doubler la mise – financièrement parlant, cela n'a rien d'impossible non plus. Avec ce revenu minimum, nous ne réglons pas la question de fond de la pauvreté. » ([ici](#), p. 5)

L'augmentation de 860 à 900 euros ([ici](#)) ne change rien à cette remarque. J'ai indiqué ci-dessus (en [1]) certaines objections, mais j'apprécie que les partisans du RMU ne l'appelle pas « universel » puisqu'il est soumis à des conditions de ressources, mais « unique » parce qu'il remplacerait diverses aides actuelles. Ils appellent leur chat un chat.

À l'inverse, je n'apprécie pas du tout que, pour des raisons de belles apparences électorales, Dominique MÉDA triche en le rebaptisant « universel » au nom d'une pirouette sémantique (« tout le monde reçoit (en droit) le revenu universel... ») qui présente le grand inconvénient d'entretenir la confusion et des difficultés pour le(s) candidat(s) (« Il est universel, heu..., mais il n'est pas pour tout le monde... »). Cela va de pair avec sa conclusion toute rhétorique : « En faire un projet central pour la prochaine élection présidentielle redonnerait aux citoyens l'espoir dont ils ont tant besoin » ...

QUESTION ... l'espoir d'un régime avec ou sans -sel?

[4.1] Dominique MÉDA – 5 avril 2021

J'ai longtemps été très en défaveur du RU pour l'ensemble des raisons que vous indiquez. Je ne crois pas à la fin du travail, je crains les effets de la robotisation, je me méfie des versions du RU qui s'accompagneraient d'une diminution de la protection sociale et de la suppression des règles entourant l'emploi. Mais la proposition de MUET permet d'éviter tout cela. C'est un vrai revenu universel en droit même s'il n'est pas versé à tout le monde.

PS : J'ajoute que la proposition de MAURIN et LEANDRI n'a rien à voir mais qu'elle est également très intéressante.

[5] Paul FIGUIER – 13 avril 2021

Le Monde d'aujourd'hui publie une chronique de Corine LESNES intitulée « Dans l'Amérique de Biden, le revenu universel garanti a le vent en poupe » ([ici](#)). Il y est question d'« un projet

substantiel d'*universal basic income* », concernant « 125 habitants aux revenus inférieurs à la moitié de la moyenne nationale », substantiel avec 125 personnes?!

À l'origine, le concept de Revenu Universel de Base est ainsi nommé parce qu'il serait versé (1) à tous et (2) sans aucune condition de ressource, même aux riches! Pourquoi, en reprenant le qualificatif « universel », dévoyer la discussion sur cette proposition initiale? Pour la faire oublier? Ou pour en faire un épouvantail aux contribuables? (« Quoi?! mes impôts vont aller aux riches!! ») N'est-ce pas Camus qui avait écrit (citation de [ma petite] tête): « On ajoute à la misère du monde en nommant mal les choses »? [Bingo!]

La confusion s'étend ensuite à d'autres propositions concurrentes. L'expérience de Stokton se baptise « Guaranteed Income » ce que C. LESNES traduit par « revenu minimum garanti ». Or, les projets de ce dernier ou de « revenu minimum unique » remplacent par un tel revenu des aides sociales existantes. Ce n'est pas le cas de l'expérience de Stokton: l'allocation y a été ajoutée à tous les revenus existants sous un certain seuil. De plus, le financement était privé, à titre démonstratif sans doute: est-ce vraiment le but de ces « Maires pour le revenu garanti » de le généraliser de même manière paternalistico-philantropique? Cela paraissant peu probable, quelle est l'articulation préconisée avec les aides fédérales (et autres) existantes?

L'expérience de Stokton aurait dû soulever une question gênante: celle du choix des 125 habitants et de leur niveau de revenus existants:

« Conclusion de l'étude: les bénéficiaires ont profité de la stabilité offerte par le revenu garanti pour créer les conditions d'un nouveau départ. Éponger les dettes, compenser des épreuves imprévues: maladie, panne de voiture. Faire garder les enfants pour chercher un emploi. »

Or l'allocation n'était que de 500 dollars par mois: pas suffisant pour un SDF pour se créer de telles conditions. Il semblerait qu'un choix judicieux ait été opéré pour pouvoir présenter un beau résultat. Mais l'auteur préfère planer au niveau « universel »....

L'article dérive ensuite sur tout autre chose, une suggestion de Nathan GARDELS pour un « capital universel garanti ». C'est un sujet intéressant sur lequel je prépare une proposition à paraître sur ce site, mais je reviens ici au sujet de cette rubrique « Questions & Réponses 1: Le Revenu Universel de Base »...

QUESTION Pourquoi qualifier d'« universel » ce qui ne l'est pas? Parce que les Français aiment bien les grands mots bien ronflants, la rhétorique creuse de la politique politicienne?

